

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/94
27 juillet 1998

(98-2974)

Original: français

COMMERCE ÉLECTRONIQUE GLOBAL

Communication de la Suisse

Le Secrétariat a reçu le 16 juillet 1998 de la délégation de la Suisse la communication ci-après, qu'il distribue aux Membres pour information.

En ce qui concerne l'organisation des travaux:

Nous continuons de penser que, compte tenu de la dimension horizontale du commerce électronique, le Conseil général (CG) devrait soit se doter d'un groupe de travail *ad hoc*, soit mettre sur pied une série de réunions du CG en session spéciale. Nous sommes conscients néanmoins que cette position n'est pas celle de la majorité des délégations.

S'il est finalement décidé que les travaux seront répartis entre les différents organes de l'OMC, il est important que les éléments suivants soient pris en considération:

- Le CG doit soumettre aux organes subsidiaires un **mandat clair** quant aux travaux qu'il attend d'eux.
- Le CG doit demeurer **libre de disposer des rapports** que lui adresseront les organes subsidiaires puisque c'est à lui qu'il incombera d'en faire la synthèse.
- Le CG doit s'assurer que l'ensemble des organes appelés à travailler sur le sujet du commerce électronique en aient la **même compréhension**.

En ce qui concerne les organes qui seront impliqués dans les travaux, nous sommes de l'avis que les Conseil du commerce des marchandises, Conseil du commerce des services, Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, Comité du commerce et du développement et le Comité des marchés publics ont un rôle à jouer.

Pour ce qui est de la **participation du secteur privé**, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions prévoir des règles spéciales en matière de commerce électronique. Ceci dit, nous n'avons pas d'objection si, dans une phase préliminaire d'identification des problèmes, une contribution technique et informelle de la part du secteur privé peut contribuer à une meilleure compréhension des réalités du commerce électronique.

Nous ne jugeons pas nécessaire de spécifier un rôle particulier pour le **Secrétariat** dans les travaux sur le commerce électronique qui irait au-delà de ses tâches habituelles. En outre, c'est au

./.

Secrétariat lui-même qu'il incombe de gérer sa propre organisation dans l'exécution de sa tâche au profit des Conseils et Comités.

En ce qui concerne l'étendue du programme de travail:

Le programme de travail ne devrait pas être une interprétation du mandat du Conseil général, mais plutôt offrir une marche à suivre. Dans cet esprit, le programme devrait viser à **apporter des réponses aux questions suivantes:**

- 1) Qu'entend-on par commerce électronique?
- 2) Quels sont les aspects du commerce électronique - respectivement de leur réglementation - qui ont un impact sur les conditions de commerce des biens et services (trade relevance)?
- 3) Est-ce que les dispositions des différents accords de l'OMC sont applicables à ces aspects?
- 4) Si tel est le cas, y a-t-il un besoin de clarifier ou de spécifier la situation légale existante?
- 5) Si tel n'est pas le cas, le système OMC offre-t-il la possibilité de développer des solutions nouvelles?

La première question - "qu'entend-on par commerce électronique" - devrait être du ressort du Conseil général, alors que les autres questions pourraient servir de base pour les mandats aux organes subsidiaires.

Dans ce contexte, nous estimons que la liste de questions présentée par l'UE est tout à fait appropriée et devrait être intégrée dans le programme de travail, par exemple sous forme de liste illustrative.
